



## Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° 302 - 6 janvier 2016

- Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

---

### SOMMAIRE

- 1 - Le Planning Familial 13 a toujours besoin de soutien ! - Page 1
  - 2 - Vérité et Justice Pour Sakine, Rojbîn et Leyla assassinées à Paris le 9 janvier 2013
  - 3 - En voiture Simone ! - Soutenez financièrement le projet du Centre Simone de Beauvoir ! - Page 3
  - 4 - Soutenons financièrement le projet « Un lieu pour elles » - Du Côté des femmes - Page 3
  - 5 - Appel à la solidarité avec le peuple burundais - MMF internationale - Page 4
  - 6 - Mettons fin à la les-bie-phobie ! - Osez le féminisme ! - Page 5
  - 7 - L'égalité femmes-hommes : une blague climatique ? - Pauline Chabbert et Caroline de Haas - Group Egalis - sur Mediapart - Page 6
  - 8 - Opposition à l'IVG, suppression de subventions d'associations, Pourquoi le Front national s'attaque-t-il toujours aux droits des femmes ? - L'Humanité - Martine Storti, Véronique Séhier, Carine Favier, Susy Rojzman - Page 7
  - 9 - Gueule de bois et après ? , un site créé par Caroline De Haas et Elliot Lepers - Page 10
  - 10 - Le FN toujours contre les droits des femmes - CNDF - Page 11
  - 11 - Retour à la réalité sur l'accord - Groupe Femmes et Genre (WGC)- Page 11
  - 12 - Festival d'Angoulême : FIBD : Femmes Interdites de Bande Dessinée
  - 13 - Documentaire « Un jour Pina à demandé » - Chantal Akerman - Paris 7 janvier - Page 14
  - 14 - Formation « Emploi et Maternité - conciliation entre vie professionnelle et vie privée, la nouvelle feuille de route européenne » - Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes - 16 janvier - Paris - Page 14
  - 15 - Des rendez-vous de Violette and Co - Page 15
  - 16 - Participez au « Féministival » - venez en discuter - Les effFRONTé-e-s - 23 janvier - Paris - Page 16
  - 17 - Les Assises pour l'abolition universelle de la maternité de substitution (GPA) - CADAC, CLF et CoRP - 2 février - Paris - Page 17
- 

### MOBILISATION

#### 1 - Le Planning Familial 13 a toujours besoin de soutien !

Merci à toutes celles et à tous ceux qui souhaitent défendre le Planning Familial en région Paca. Nous défendre, cela veut dire se battre avec nous pour un monde plus solidaire, respectueux des différences, qui promeut la liberté et l'émancipation des femmes ainsi que l'égalité entre hommes et femmes. Pour cela, il s'agit de nous soutenir pour poursuivre et développer les actions du Planning Familial en région Paca en matière :

- de droit de choisir sa maternité et de droit d'accès à l'IVG ;

- de prévention des grossesses non prévues, des IST, et des violences ;
- d'éducation à la sexualité ;
- de lutte contre les inégalités et les discriminations liées au sexe et à l'orientation sexuelle.
- C'est comme cela qu'avec vous nous voulons résister à Marion Maréchal-Le Pen, démonter ses contre-vérités et mettre à mal sa politique d'exclusion. Dans ce combat, nous sommes aux côtés des associations LGBT attaquées elles aussi. Et pour soutenir nos associations, n'hésitez pas à adhérer ! : <http://leplanning13.org/Le-Planning-Familial-a-toujours.html>

## 2 - Vérité et Justice Pour Sakine, Rojbîn et Leyla assassinées à Paris le 9 janvier 2013

Vérité et Justice Pour Sakine, Rojbîn et Leyla assassinées à Paris le 9 janvier 2013

### MANIFESTATION

9 janvier - Paris-Gare du Nord - 10h

Le mercredi 9 janvier 2013 est gravé à tout jamais comme un jour noir dans l'histoire kurde. Ce jour-là, les militantes kurdes Sakine Cansiz, Fidan Dogan (Rojbîn) et Leyla Saylemez étaient froidement assassinées d'une balle dans la tête, dans les locaux du Centre d'Information du Kurdistan, situés au 147 rue La Fayette, à Paris. Depuis, les représentants de la communauté kurde et les familles des victimes, soutenues par de nombreuses organisations et personnes attachées à la vérité et la justice, ont multiplié les actions et les appels pour demander aux autorités françaises toute la lumière sur ce crime politique odieux. De nombreux éléments de l'enquête, notamment un enregistrement sonore et un document écrit publiés sur internet un an après le crime, font apparaître que le meurtrier présumé, Ömer Güney, a agi pour le compte des services secrets turcs (MIT), comme le confirme le réquisitoire pris par le parquet dans cette affaire : « de nombreux éléments de la procédure permettent de suspecter l'implication du MIT dans l'instigation et la préparation des assassinats. »

Depuis le début de l'enquête, on observe l'absence de volonté des autorités turques et françaises de faire la lumière sur ce triple assassinat. En Turquie, une enquête a été ouverte au lendemain du crime mais, malgré une commission rogatoire internationale, aucune information n'a été partagée avec la justice française. Côté français, le gouvernement a refusé de lever le secret défense sur les renseignements qui auraient pu permettre l'avancement dans l'enquête judiciaire. Les juges chargés de l'instruction, qui ont fait un travail remarquable, ont finalement clos leur réquisitoire définitif sans avoir pu remonter jusqu'aux commanditaires qui sont pourtant connus.

La personnalité des victimes et la gravité de ce crime ont bouleversé tout un peuple, mais ni les familles des victimes, ni les représentants de la communauté kurde n'ont été reçus par les autorités françaises. Aucune demande de coopération avec la justice française, aucune question sur l'implication du MIT n'ont été adressées à la Turquie par les autorités françaises. Les assassinats de Sakine, Rojbîn et Leyla ont été commis dans le même esprit que ceux de Charlie et, plus récemment, ceux du 13 novembre à Paris : comment ne pas faire le lien entre ces massacres quand on voit la complicité de la Turquie avec Daesh ?

Nous, Coordination Nationale Solidarité Kurdistan et Conseil démocratique Kurde en France, ne laisserons pas le meurtre de Sakine, Rojbîn et Leyla sombrer dans l'oubli. Nous demandons à la France de :

- Déclassifier tous les renseignements pouvant permettre de faire la lumière sur ces crimes ;
- Tout mettre en œuvre pour identifier, interpeller, juger les auteurs et les commanditaires

de ces assassinats politiques ;

- Demander des comptes à la Turquie pour ces crimes politiques commis sur le territoire français.

### **3 - En voiture Simone ! - Soutenez financièrement le projet du Centre Simone de Beauvoir !**

Le Centre audiovisuel Simone de Beauvoir est un centre d'archives vidéo et films autour des droits et des luttes des femmes, de l'histoire du féminisme depuis les années 1970, des mouvements de revendications à travers le monde. Créé en 1982 par Delphine Seyrig, Carole Roussopoulos et Ioana Wieder, sa mission initiale est de produire, conserver et diffuser la création audiovisuelle des femmes.

Aujourd'hui, le fonds du Centre est constitué de plus de 1200 films rares et inédits. Présentées en ligne sur une plateforme, ces images nourriront nos luttes et nos créations de demain.

Vous souhaitez voir des images rares, des images inédites, des images historiques de l'histoire des femmes et du féminisme en France et dans le monde, des images essentielles pour nourrir nos luttes et créations d'aujourd'hui et de demain ? Il vous reste 17 jours pour participer à la mise en place de l'exceptionnelle plateforme de nos images en lignes

Tous vos dons sont déductibles d'impôts ! Vous versez 30€ vous ne payez que 10,20€, vous versez 60€ vous ne payez que 20,40€, pour 100€ vous ne payez que 34€, pour 150€ vous ne payez que 51€, pour 500€ vous ne payez que 170€ et pour 1 000€ vous ne payez que 340€.

Alors, rendez-vous sur <http://www.kisskissbankbank.com/fr/projects/en-voiture-simone--2>

Il vous suffit de cliquer sur "Soutenir ce projet", de choisir le montant que vous souhaitez donner (et la contrepartie que vous souhaitez recevoir !), de vous connecter avec vos identifiants KissKissBankBank (ou de les créer, cela ne prend que 2 minutes), de régler avec votre carte bancaire ou votre compte Paypal et de valider le tout !

### **4 - Soutenons financièrement le projet « Un lieu pour elles » - Du Côté des femmes**

L'association "Du Côté Des Femmes" lutte depuis plus de 30 ans contre les violences faites aux femmes dans le Val d'Oise. Elle met notamment en sécurité des femmes victimes de violences et leurs enfants dans ses 86 places d'hébergement.

Elle a ouvert il y a un an un "Accueil de jour" pour les femmes en errance suite au départ de leur domicile conjugal pour faits de violences de la part de leur conjoint/compagnon. Il accueille chaque jour 35 personnes - femmes et enfants - à la rue ou dans des hébergements précaires (capacité maximale autorisée vu la taille du local).

Ces femmes viennent se poser, se reposer, se mettre au chaud, prendre une douche, laver leurs enfants, laver et sécher leur linge, faire à manger pour le midi et emporter pour le soir, laisser en sécurité des papiers personnels ou des bagages, etc..., mais aussi rencontrer d'autres femmes, se soutenir les unes/les autres : cela donne de belles solidarités !

Elles peuvent aussi accéder à tous les autres services de l'association : rencontrer une conseillère en insertion, un/e juriste ou un/e psychologue... aller sur leur messagerie à l'espace Multimédias, participer à des fêtes, etc...

Malheureusement cet espace d'accueil pour ces femmes et enfants, dont nous voyons qu'il se révèle essentiel, est très insuffisamment financé par l'État ! Aussi, nous lançons un appel à dons pour trouver des ressources propres pour permettre la continuité de cette action

L'association compte sur vous, pour participer à cette levée de fonds et pour diffuser largement ce message auprès de vos proches et de vos réseaux amicaux, car la réussite de la

campagne dépend de l'implication de tous/toutes nos proches et ami/es pour que les contributeurs anonymes s'impliquent à leur tour. Merci d'avance de nous aider à continuer cette action « d'un lieu pour elles.

[https://fr.ulule.com/unlieupourelles/?utm\\_source=sarbacane&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=02%205B%20Decembre%202015](https://fr.ulule.com/unlieupourelles/?utm_source=sarbacane&utm_medium=email&utm_campaign=02%205B%20Decembre%202015)

*Si vous n'y arrivez pas, vous pouvez aussi envoyer un chèque à notre adresse : DCDF - 21 Avenue des Genottes - 95800 CergySaintChristophe*

## INTERNATIONAL

### **5 - Appel à la solidarité avec le peuple burundais - MMF international**

Chers camarades et amies, nous sommes préoccupés par la situation actuelle au Burundi. Les huit derniers mois, le pays a souffert d'une escalade extrême de la violence qui a causé des centaines de morts, des milliers de personnes déplacées et réfugiées dans les pays voisins.

Depuis le 26 Avril 2015, le peuple Burundais s'est opposé activement dans les rues à la candidature de M. Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat inconstitutionnel. Ces manifestations légitimes ont été réprimées par la police par des gaz lacrymogènes, des canons à eau, des balles en caoutchouc et des munitions réelles.

Les autorités burundaises ont décidé de suspendre la diffusion de stations de radio indépendantes dans les provinces (Radio Publique Africaine (RPA), Radio Bonesha FM, Radio Isanganiro, et Télé Renaissance) et ont même brûlé les bureaux de certains d'entre eux en raison du fait qu'ils couvraient en direct les manifestations contre "la candidature inconstitutionnelle" du président.

Bien que les déclarations officielles du pouvoir de Nkurunziza déclarent avoir des affrontements avec les rebelles, de nombreux témoins rapportent l'extrême violence contre des civils non armés et même des enfants. La situation est chaotique ces jours dans ce pays d'Afrique de l'Est et elle semble empirer chaque jour. Nous savons tous que dans une situation de conflit et de violence les femmes et les enfants souffrent le plus et ils sont plus à risque.

Considérant les actions diplomatiques prises par certains pays totalement insuffisant, nous appelons à une action de solidarité avec le peuple du Burundi, et d'exiger des mesures plus strictes pour garantir la justice, la sécurité et la paix pour tout le peuple Burundais.

Si vous voulez contribuer à cette action, s'il vous plaît envoyer le message ci-dessous avec votre nom / Organisation / groupe et les détails sur les personnes /institutions suivantes :  
« Mon nom est (*votre nom*), Je fais partie de (*votre organisation*) de (*votre pays*), en tant que militante de la Marche Mondiale des Femmes j'apporte avec moi la voix des milliers de femmes des cinq continents. Je suis très inquiète à propos de la situation actuelle au Burundi, et l'escalade extrême de la violence qui est à l'origine des centaines de morts et de milliers de personnes fuyant le pays. Je suis solidaire avec le peuple Burundais, et vous exhorte à agir pour :

- 1 - Faire pression sur le gouvernement du Burundi pour mettre fin à la répression de son peuple et de garantir la protection des libertés fondamentales ;
- 2 - Exiger le strict respect des Accords d'Arusha (2000) en demandant auparavant le retrait de la candidature du président Pierre Nkurunziza pour un troisième mandat ;
- 3 - Demander à la Cour pénale internationale (CPI) de lancer une enquête approfondie de la situation qui se passe au Burundi afin de prendre les mesures nécessaires contre les autorités burundaises.

4 - Prévenir une tragédie humanitaire qui peut se produire au Burundi et finirait par affecter l'ensemble de la région des Grands Lacs de l'Afrique, les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est ainsi que l'ensemble du Continent Africain qui est en cours de construire et de consolider des communautés et États démocratiques.

Par conséquent, je vous exhorte à assumer vos responsabilités, à prendre des mesures pour protéger et promouvoir les droits de l'homme au Burundi ».

A envoyer par mail à :

1 - Cour de justice de l'Afrique de l'Est, Siège de l'EAC, 1er étage, Africa Mashariki Road,, Fermer EAC, P.O.Box 1,096, Arusha, Tanzanien, mail : eacj@eachq.org

2 - Nkosazana Dlamini-Zuma Clarice, présidente de la Commission de l'Union Africaine, Siège de l'Union africaine, P.O 3243 | Rue Roosevelt, W21K19, Addis-Abeba, Ethiopie, mail: chairperson@africa-union.org

3 - Patrice Chiwota, Conseiller principal Programme, Bureau d'appui (de PBSO), Bureau d'appui à la consolidation de la paix, Secrétariat de l'ONU, 30e étage, New York, NY 10017, mail: chiwota@un.org

Si vous vous joignez à nous dans l'action, s'il vous plaît, envoyez également un e-mail à : [info@marchemondiale.org](mailto:info@marchemondiale.org), avec le sujet : Solidarité avec le Burundi.

## TEXTES

### 6 - Mettons fin à la les-bie-phobie ! - Osez le féminisme !

En 2015, l'Enquête de SOS Homophobie a révélé que plus de 75 % des lesbiennes et bisexuelles ne parlent pas de leur orientation sexuelle à toute leur famille. Les raisons de ce constat tranché sont multiples. On pourrait penser à une autocensure mais ce que dévoile l'enquête est avant tout un cercle vicieux : l'invisibilité des lesbiennes et bisexuelles est à la fois la cause et la conséquence de la lesbophobie et de la biéphobie (que nous appellerons les-bie-phobie par la suite). En effet, l'invisibilité des lesbiennes dans l'espace public ou domestique entraîne leur invisibilité dans le champ des possibles des imaginations collectives comme individuelles. Pour autant, le fait de s'exposer met les femmes en danger puisque les actes lesbiephobes augmentent avec la visibilité des lesbiennes.

La période de fin d'année qui arrive annonce les repas de familles, mais également les violences lesbiephobes, qui vont de l'incompréhension au rejet, voire à l'agression. Osez le Féminisme ! profitez donc de cette période pour rappeler que l'exclusion lesbiephobe n'est pas qu'une chaise vide à la table familiale, mais bien une femme mise au ban du cadre familial et sociétal. Et, pour rappeler que les lesbiennes peinent encore à faire reconnaître leurs familles, aussi bien par l'État que par la société civile, ou à accéder à la PMA.

La lesbophobie est une aversion, un mépris ou une haine des lesbiennes qui puise dans le sexisme, postulant que les femmes n'ont pas de sexualité propre et que l'homme est au centre de tout. La relation entre deux femmes est alors considérée comme nécessairement platonique et inachevée tant qu'un homme ne rejoint pas l'histoire. Il s'agit d'ailleurs d'un cliché pornographique très répandu.

La lesbophobie se traduit aussi par la peur, la haine et la condamnation du lesbianisme et des lesbiennes parce qu'elles transgressent les rôles et brisent la structure des rapports d'appropriation et d'oppression des hommes sur les femmes. Les conséquences psychologiques sur les femmes qui la subissent sont importantes, d'autant plus que la lesbophobie a lieu y compris au sein de la famille, et donc porte aussi sur des jeunes femmes pendant le développement de leur personnalité.

La biérophobie suit le même schéma, en portant l'idée que les relations entre femmes sont anecdotiques, en attendant que la femme bisexuelle "trouve le bon", conformément à la promesse du "conte de fée" patriarcal. A la lesbophobie, à laquelle les bisexuelles sont confrontées, s'ajoute la peur et la condamnation de personnes qui ne sont pas dans les normes hétérocentristes, qui refusent le choix "hétérosexualité vs homosexualité". La biérophobie est parfois aussi vécue au sein même d'une communauté homosexuelle qui ne comprendrait pas non plus ce refus de norme.

A l'approche des fêtes de fin d'année, période de rassemblement des familles, nous lançons donc la campagne LesBieFamily, qui propose de rappeler ce que sont la lesbophobie et la biérophobie, et d'inviter chacun-e à être inclusif-ve dans ses paroles, ses faits et actes. Osez le Féminisme ! demande une réelle reconnaissance de la lesbiérophobie comme une discrimination mysogyne, et non comme une sous-catégorie de l'homophobie.

En visibilisant la diversité des familles et en assumant leur existence, nous pouvons faire reculer la lesbiérophobie. Pour cela, le gouvernement doit respecter ses engagements : la PMA était une promesse du candidat Hollande en 2012. Elle doit dès à présent être ouverte à toutes les femmes, afin d'envoyer un signal fort d'inclusion des familles lesbiennes dans la société française.

## **7 - L'égalité femmes-hommes : une blague climatique ?** - Pauline Chabbert et Caroline de Haas - Group Egalis - sur Mediapart

Hier, le jury du Prix « Press Club Humour et Politique » a rendu public les premières sélections pour sa quatorzième édition. Parmi celles-ci, la phrase de Ségolène Royal, ministre de l'Ecologie : « L'égalité femmes-hommes est une condition indispensable à la réussite de la lutte contre le dérèglement climatique ».

*Mais qu'est-ce que ces journalistes ont donc trouvé de drôle dans cette affirmation ?* : Peut-être se sont-ils dit, comme bon nombre d'entre nous quand le sujet est apparu dans nos radars, que faire le lien entre l'égalité femmes-hommes et le changement climatique, c'était un peu tiré par les cheveux ? Comme si toutes les thématiques politiques, économiques, culturelles ou sociales avaient un lien avec l'égalité... Sans doute se sont-ils interrogés sur le fait qu'une journée entière de la COP21 soit dédiée à l'égalité femmes-hommes (c'était le 8 décembre, le #GenderDay) ?

Pour répondre à cette question, nul doute que ces journalistes ont dû consulter les dernières informations sur le sujet. On ne sélectionne pas une phrase pour le Prix de l'humour politique sans bosser un peu son sujet, n'est-ce pas ?

Et pourtant, il suffit de commencer à lire quelques rapports internationaux pour ne plus avoir envie de rire. En novembre dernier, la très sérieuse Banque mondiale soulignait que les populations les plus pauvres, vivant sur des territoires vulnérables, sont plus affectées par les changements climatiques. Or, les femmes représentent la majorité des pauvres dans le monde car elles cumulent les facteurs de discriminations.

Comme l'ont rappelé récemment le Haut Conseil à l'égalité femmes-hommes et la Fondation RAJA-Danièle Marcovici, lors de catastrophes naturelles, les risques de décès des femmes et des enfants sont multipliés par 14 en raison du manque d'accès à l'éducation, à l'information et aux techniques de survie comme la natation. Les femmes assurent 60% de la production alimentaire dans le monde. Et elles sont en première ligne pour lutter contre la déforestation et la désertification, qui augmentent le temps et la pénibilité du travail nécessaire à la collecte de l'eau, du bois et des aliments.

Les discriminations et les violences multiples auxquelles sont confrontées les femmes, dans l'accès aux ressources économiques et aux prises de décisions réduisent considérablement leurs capacités d'adaptation face au changement climatique.

Enfin, alors qu'elles jouent un rôle essentiel pour la protection de l'environnement et de la biodiversité, la conservation de l'eau et l'utilisation d'énergie durable, les femmes continuent d'être absentes des espaces de discussions environnementaux et leurs intérêts ne sont toujours pas considérés.

*Qu'est-ce qu'on se marre :* Bref, l'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas un luxe qu'on pourra se permettre d'aborder quand on aura réglé les autres sujets « sérieux ». C'est un élément structurant de l'ensemble des politiques de développement durable. Oublier de penser les femmes, leur sous représentation, leurs rôles sociaux, leurs difficultés économiques et les discriminations qu'elles subissent, revient à mener des politiques publiques qui répondent aux besoins uniquement de la moitié de l'humanité, les hommes, et renforce les inégalités.

Tiens, le jury du Prix de l'humour politique est composé à 80 % d'hommes. Coïncidence ?

## **8 - Opposition à l'IVG, suppression de subventions d'associations, Pourquoi le Front national s'attaque-t-il toujours aux droits des femmes ? - L'Humanité - Martine Storti, Véronique Séhier, Carine Favier, Susy Rojzman**

Un infini mépris de l'égalité et de la liberté des femmes - Martine Storti : Il y a l'apparence : la nièce, plus jeune, plus radicale, et la tante plus âgée et plus raisonnable qui la corrige. Quand Marion Maréchal-Le Pen annonce qu'elle supprimera les subventions au Planning familial si elle est élue présidente de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Marine Le Pen, présidente du Front national, rétorque qu'une telle mesure n'est pas au programme du parti qu'elle dirige et qu'au niveau régional d'autres urgences s'imposent. L'ennui, c'est que d'autres têtes de liste pour les élections régionales ont exprimé les mêmes positions que la députée du Vaucluse, notamment Louis Aliot, par ailleurs compagnon de Marie Le Pen.

Quand la petite-fille de Jean-Marie Le Pen se demande, sur les ondes de Radio Courtoisie, pourquoi « il faut se marier à la mairie avant de se marier à l'église, alors que le mariage religieux devrait être possible sans avoir l'autorisation de la République française », ce qui est une prise de position inquiétante quant au pacte républicain, la fille, elle, prétend que son parti est le seul en France à défendre vraiment la laïcité.

Deux lignes au sein du Front national ? Plutôt un partage des tâches politiques, qui permet d'entretenir brouillard et brouillages afin de ratisser large et de plaire aux uns et aux autres. Le FN excelle au jeu politicien ou politicard qu'il ne cesse de dénoncer, l'essentiel étant d'engranger des voix.

S'agissant des droits des femmes, les apparents désaccords masquent une réelle cohérence, ainsi que le montrait le programme du FN pour l'élection présidentielle de 2012, avec en particulier la cohérence d'une politique familiale nataliste. Cohérence aussi quant au travail des femmes, en apparence défendu, en réalité peu promu, puisque les inégalités de salaire qui pénalisent les femmes sont peu dénoncées. Il faut, par exemple, se souvenir des propos de Marie-Christine Arnautu, vice-présidente du FN en 2012 : « Qu'est-ce que vous voulez ? Qu'on égalise les salaires alors que tant de gens sont au chômage ? » On l'aura compris : en période de crise, les femmes n'ont qu'à se tenir à carreau, accepter les inégalités, taire leurs revendications ou... rentrer à la maison. D'ailleurs, c'est ce que l'eurodéputé FN Dominique Martin proposait explicitement en pleine commission des Affaires sociales du Parlement Européen, en mars dernier, pour lutter à la fois contre le chômage et « pour donner une

meilleure éducation aux enfants, sécuriser les rues» !

Ainsi, ce parti qui prétend se faire le chantre des «abandonnés», des « oubliés » et, pourquoi mégoter, du peuple, du «vrai peuple», traite les femmes avec beaucoup de désinvolture et de mépris. Il y a en effet infiniment de mépris à parler, à l'instar de Marine Le Pen, d'«avortement de confort», comme si les femmes prenaient plaisir à avorter, ou, à l'instar de Marion Maréchal-Le Pen, de lancer : « L'État ne doit pas payer pour l'inattention des femmes», comme si les femmes étaient seules responsables d'une grossesse non désirée ! À ne pas en croire ses oreilles : voilà une femme de 25 ans qui reprend à son compte l'ancestrale accusation portée contre les femmes, la si vieille culpabilité dont on se croyait définitivement débarrassé. Le Front national prétend incarner l'identité française et parler au nom du peuple français et pour lui. C'est une tromperie, quand l'égalité entre les sexes et surtout la liberté des femmes, essentielle, sont ainsi récusées.

Il se trouve que ce parti est le seul, sur la scène française, dont les deux figures les plus en vue sont féminines. Un parti dont le programme est le plus régressif. Voilà qui doit au moins nous sauver d'un communautarisme féminin et qui apporte la preuve, s'il en était encore besoin, qu'il ne faut pas confondre, comme cela est trop souvent le cas, politique féminine et politique féministe !

*Ses intentions sont de contrôler et d'assujettir : Véronique Séhier et Carine Favier du Planning Familial* : « Protéger et valoriser la famille », une famille fondée exclusivement sur l'union de ces êtres «complémentaires» que sont l'homme et la femme, l'homme étant «naturellement» fait pour la femme (ou plutôt l'inverse !) : voici la vision réactionnaire et manifestement peu sensible aux enjeux d'égalité défendue par le Front national. Cela se traduit forcément dans une politique du pire en matière de droits des femmes et d'accès aux droits fondamentaux : création d'un revenu parental pour que les femmes «restent au foyer», allocations familiales réservées aux familles dont un parent au moins est français, suppression du remboursement de l'IVG. Au cœur de ce programme, foncièrement hétérosexiste et inégalitaire, le rejet de tout système de pensée dissociant conjugalité et maternité, et la négation la plus totale du droit pour les femmes de choisir ou non d'être mère. C'est d'ailleurs une vieille rengaine des mouvements antichoix qui n'hésitent pas à répandre des discours extrêmement culpabilisants et stigmatisant à l'encontre des femmes qui décident librement d'avoir recours à l'interruption de grossesse : il faut dérembourser l'IVG pour «responsabiliser» les femmes, qui trop souvent prennent « l'avortement pour une contraception, ou font « des avortements de confort ».

À regarder de près, les prises de position du Front national, que les hommes. Avec Marine Le Pen, on aurait tort d'être surpris. De la lutte contre les ABCD de l'égalité au refus du développement de l'éducation à la sexualité, à la restriction du droit à l'avortement, toutes les mesures de ce parti sont cohérentes et vont dans le même sens : l'atteinte aux libertés individuelles et collectives !

Plus récemment, le Front national a enrichi son programme d'une nouvelle mesure en annonçant la volonté de supprimer, dans certaines régions, les moyens financiers aux associations qui permettent de développer l'accès à l'information et à l'accompagnement des personnes dans leur vie affective et sexuelle. Ces prises de position font tomber, une fois encore, le masque d'une «normalité républicaine» affichée par le Front national, et confirment les vraies intentions de ce parti : contrôler et assujettir les personnes dans leurs choix de vie, sans respect de leur autonomie, de leur situation, de leur origine, de leur identité de genre ou de leur orientation sexuelle.

Pour notre mouvement, construire l'égalité entre femmes et hommes comme entre citoyens et



citoyennes de toutes origines et de toutes situations sociales est le fil rouge de toutes nos actions et une condition essentielle de la démocratie. Promouvoir l'autonomie, lutter contre les violences ou se battre en faveur de l'égalité salariale n'ont de sens qu'à travers une approche globale, capable de relier les situations individuelles de chacun-e aux contextes sociaux dans lesquels on évolue. Impossible de lutter contre le sida sans parler de sexualité, et de parler de sexualité sans la situer dans le cadre de la problématique des rapports femmes-hommes. Impossible de construire une société d'égalité sans la laïcité conçue comme outil d'émancipation et de vivre ensemble. Tous ces combats passent par l'éducation. Impossible de construire une société d'égalité sans la laïcité, conçue comme outil d'émancipation et de vivre-ensemble. Tous ces combats passent par l'éducation à la sexualité, à la citoyenneté, dès le plus jeune âge, et tout au long de la vie.

Depuis quarante ans, les avancées des droits des femmes sont nombreuses. Beaucoup sont inscrites dans la loi mais toutes sont loin d'être appliquées. Au lendemain du premier tour des élections régionales, nous affirmons que le programme du Front national est un programme de régression et d'atteinte aux libertés et aux droits fondamentaux. De l'atteinte à la liberté de la presse à celle du droit à disposer de son corps : ce projet de société liberticide, nous n'en voulons pas !

*Un travail de famille... pour des femmes au foyer - Suzy Rotjman - CNDP : Marine Le Pen évite de s'exprimer sur les droits des femmes. Des cadres du FN s'en chargent, comme Marion Maréchal-Le Pen qui a déclaré il y a quelques jours vouloir supprimer les subventions du Planning familial en Paca si elle était élue. Marine Le Pen s'abstient sciemment de parler des droits des femmes : elle sait pertinemment que les positions de fond du FN heurteraient les électrices. Pour arriver au pouvoir, il lui faut conquérir les voix des femmes. Son père servait de repoussoir pour les femmes qui votaient moins FN que les hommes. Avec Marine Le Pen, c'est une soi-disant modernité qui s'installe à la tête du FN. Elle joue sur son image : elle travaille à l'extérieur du foyer (le travail domestique est un travail), elle est divorcée, c'est Madame Tout-le-monde. Et cela fonctionne un peu mais c'est encore tout relatif : au premier tour des régionales, 31 % des hommes ont voté FN contre 23 % des femmes.*

En réalité, quelles sont les positions du FN sur les droits des femmes, que partage Marine Le Pen ? Le prétendu volet social du FN ne fait pas mention des inégalités femmes-hommes au travail. Il ne propose rien pour lutter contre le temps partiel et les inégalités salariales. Pour lui, la cause des bas salaires et du chômage, c'est l'immigration et non pas le patronat, façon de dévier le débat. Le FN n'envisage les femmes que dans le cadre de la famille, pas de chapitre sur l'égalité femmes-hommes dans son projet. Il prône le «revenu parental» qui renverra inéluctablement des femmes au foyer. De toute façon, pour ses élu-es, la place des femmes est à la maison.

Le FN est volontairement ambigu sur l'avortement. En 2002, son programme demandait la suppression de la loi sur l'avortement. Aujourd'hui, il prétend ne pas l'interdire. Mais il fait de la propagande pour la « liberté de ne pas avorter », comme si qui que ce soit obligeait les femmes à le faire. Marine Le Pen a parlé aussi d'avortement de confort, de déremboursement. Bref, le FN veut largement réduire la portée de la loi. D'ailleurs ses députés européens votent régulièrement contre le droit à l'avortement. Sur les violences faites aux femmes, le FN ne propose rien à part d'incriminer les immigrés qui en seraient les auteurs. Invention raciste pure et simple de sa part, puisqu'il n'existe pas de statistiques sur le sujet. Le FN «oublie» sciemment que la plupart des violences sont perpétrées au sein de la famille (qu'il défend mordicus) et ceci est dûment corroboré par les statistiques.

Quand la Manif pour tous a déferlé dans les rues, nombre de militant-es FN, dont Marion

Maréchal-Le Pen, ont défilé à ses côtés. Marine Le Pen s'en est bien gardée. Il est vrai que son père l'a accusée d'être entourée d'un lobby gay.

On le voit, le FN est carrément contre l'égalité femmes-hommes. Ceci relève de son vieux fond réactionnaire, immuable et décati, qui repose sur les milieux catholiques traditionalistes, ceux qui vont encore prier devant les hôpitaux et cliniques afin d'entraver la pratique des avortements. Marine Le Pen a vite compris que ça n'était pas avec ce genre de positions figées qu'elle allait attirer l'électorat féminin. Et, afin de ne pas trop heurter ces milieux-là, qui existent encore au sein du FN, elle fait plutôt l'impasse sur le sujet. Elle l'a exprimé lors de sa réponse à sa nièce en disant que la suppression de l'avortement n'était pas dans les projets du FN mais aussi qu'elle avait d'autres priorités, manière de dire que l'égalité femmes-hommes était le cadet de ses soucis. Cependant, il n'est pas sûr que la sortie de sa nièce lui déplaise vraiment à 100 % car ceci permet aussi de se partager le travail en famille : à Marine la modernité et à Marion la tradition. Et chaque courant du FN y retrouvera ses petits. Mais ne nous y trompons pas : dès que le FN détiendra une once de pouvoir, les droits des femmes seront dans son collimateur. Et ce rapidement, comme la sortie de la nièce de la cheffe le laisse présager.

### **9 - Gueule de bois et après ? , un site créé par Caroline De Haas et Elliot Lepers**

Au lendemain des régionales, le site <http://lagueuledebois.fr> est lancé avec un objectif : éviter les gueules de bois à venir, et notamment celle de 2017, qui pourrait être fatale. Nous ne sommes pas soulagés. Les résultats des régionales montrent que les idées d'extrême-droite sont aujourd'hui largement acceptées dans le pays.

Ces scores inédits du Front national sont pour nous un symptôme. Celui d'une société qui met au cœur de ses priorités la défense des intérêts de quelques multinationales plutôt que l'environnement, les emplois ou le bien-être. Celui d'une société dans laquelle on a ouvert les vannes du racisme, de l'antisémitisme, de l'islamophobie et du sexisme. Celui d'une société dans laquelle des responsables politiques peuvent faire le contraire de ce pour quoi ils ou elles ont été élu-es. Celui d'une société dans laquelle la participation des citoyennes et citoyens n'est pas réellement pensée et mise en oeuvre. Celui d'une société dans laquelle quelques élu-es, cumulant souvent les mandats, peuvent détourner de l'argent, frauder le fisc ou multiplier les emplois fictifs sans être définitivement rayés de la vie politique.

Le site <http://lagueuledebois.fr> est un donc outil pour traiter les causes plutôt que les conséquences. Un outil pour agir et co-construire. Il propose des actions et des solutions et invite les internautes à suggérer les leurs.

Des actions : Agir maintenant, tout de suite, contre le repli sur soi, le libéralisme, la tentation sécuritaire, le racisme.

Des solutions : Reconstruire ensuite une offre politique enthousiasmante, renouvelée, basée sur la solidarité, la participation de toutes et tous, l'égalité et l'intérêt général. Une offre qui donne envie aux citoyennes et citoyens de renouer avec la politique, celle qui change nos vies et nous montre, par la preuve et par l'exemple, qu'un avenir est possible pour chacune et chacun.

Ce site propose un espace d'échange, de co-construction à toutes celles et ceux qui, orphelins de la politique, veulent préparer l'alternative. Comment ? Pour faire quoi ? A nous de l'inventer. Une certitude : nous n'allons pas regarder le train passer, foncer dans le mur, sans bouger. Nous voulons reprendre la main. Et la garder.

<http://lagueuledebois.fr>

## **10 - Le FN toujours contre les droits des femmes - CNDP**

A l'issue du second tour des élections régionales, tout le monde respire : le Front National n'a pas réussi à prendre la tête d'une seule région. Mais à quel prix ! La gauche, qui s'est désistée, est absente pour 6 ans de l'exécutif de deux régions. Le FN a cependant établi son meilleur score avec 6,82 millions de voix, en forte et constante progression.

Ce résultat est le signe que le FN représente toujours un profond danger. Il marque la droitisation de la société française, lui qui depuis des années réussit à imposer ses obsessions, immigration et insécurité, comme autant de thématiques de la vie politique française. Il marque de son empreinte d'extrême droite la politique nationale.

Le pire serait de se dire que nous avons échappé au pire encore une fois et de se réfugier dans l'immobilisme en retrouvant avec satisfaction les jeux politiques habituels. 2017 n'est pas loin et le FN entend bien se qualifier pour le second tour.

Nous savons, féministes, ce que veut dire une politique d'extrême droite : pas de subventions pour les associations militant sur l'avortement, les violences faites aux femmes, l'égalité au travail, le soutien aux lesbiennes, aux sans papiers, etc. Nous savons que le fond de commerce du FN concernant les droits des femmes est le retour au foyer avec un « revenu parental », la glorification de la maternité et la pseudo complémentarité des rôles, le torpillage de la loi sur l'avortement, l'incrimination des immigrés comme auteurs de violences, signe d'un racisme viscéral, etc. Après des décennies de combats féministes nous ne voulons pas de cette régression.

Il reste peu de temps pour mettre en place une politique économique et sociale qui, sous prétexte de résorption du chômage, ne fasse pas de cadeaux incessants au patronat, tout ceci sans efficacité aucune. Il reste peu de temps pour juguler la désespérance des personnes qui se jettent dans les bras du Front National en l'absence de programme alternatif crédible. Il reste peu de temps pour stopper vraiment le Front National. Nous, féministes, nous saurons prendre notre part, toute notre part pour lui faire barrage.

## **11 - Retour à la réalité sur l'accord - Groupe Femmes et Genre (WGC)**

En venant à Paris, le Groupe Femmes et Genre - observateur dans le cadre de la CCNUCC - avait en tête une question, assez évidente : pourquoi vouloir obtenir un accord mondial sur le climat, si ce n'est pour sauver les êtres humains et la planète ? Bien sûr que notre monde en quête d'espoir a besoin de se féliciter pour l'avancée réalisée dans ce difficile processus de négociations, mais il faut tout de même se confronter à la réalité. Cet accord ne répond pas fondamentalement aux besoins de pays, ni des communautés ou des populations les plus vulnérables à travers le monde. Il ne parvient pas non plus à remettre en question les injustices et les inégalités structurelles qui sont responsables de la crise climatique, ni à demander des comptes aux pollueurs historiques. « Nous avons entendu dire partout que l'Accord de Paris prépare « la disparition progressive des énergies fossiles » explique Sascha Gabizon<sup>1</sup>, Directrice Exécutive de WECF (Women in Europe for a Common Future).

« Mais pour nous les femmes, cette transition « progressive » est trop lente !

Nous sommes très inquiètes, car cet Accord ne contient pas d'objectifs quantitatifs de réduction pour l'usage des énergies fossiles, et ne prévoit pas non plus de régulation des émissions des transports maritimes et aériens, pourtant responsables de près de 10 % des émissions mondiales, et qui vont donc continuer à augmenter dans les prochaines années ». Nous savons que le changement climatique est la plus grande menace qui pèse sur les droits humains aujourd'hui, et nous savons que les femmes sont souvent celles qui en supportent le plus les coûts. Au cours de ces dernières années, nous avons fait des

progrès, dans le cadre de cette Convention, notamment pour comprendre que les impacts climatiques sont différenciés selon que l'on est une femme ou un homme, et que l'on doit apporter des réponses prenant en compte le genre. Nous croyons que des éléments de langage opérationnels sur l'égalité des sexes, et sur les autres droits fondamentaux, insérés dans l'Article 2 - qui définit le but de cet accord auraient permis d'assurer que toutes les actions futures concernant le climat prennent en compte les droits, les besoins et les perspectives différenciées des femmes et des hommes et auraient permis d'encourager la participation pleine et entière et à égalité des femmes dans les prises de décisions.

A Paris, c'était LE moment pour se mettre sur la bonne voie, sur le juste chemin de l'action climatique. «Cet accord n'apporte pas les réponses appropriées en matière de technologies pour relever le défi climatique, économique et social auquel nous faisons face » regrette Sabine Bock, responsable Climat et Energies chez WECF. «Dans le cadre de notre travail, nous constatons chaque jour les impacts positifs ou négatifs de telle ou telle technologie. Les solutions solaires que nous avons mises en œuvre en Géorgie par exemple, sont sûres pour l'environnement et les populations, et sont sensibles au genre : en effet, chauffer l'eau avec de l'énergie solaire permet de réduire considérablement le poids des tâches ménagères qui pèsent sur les femmes.

Ces solutions solaires permettent aussi de réduire la déforestation et fournissent une énergie sûre, abordable et accessible à toutes et à tous. Enfin, elles permettent de créer des emplois décents et d'assurer un vrai développement social du pays. C'est pour cela que nous avons milité pour que les termes « technologies de qualité » soient inscrits dans la partie opérationnelle de cet Accord. Malheureusement, nous n'avons pas eu assez de volonté politique pour cela et nous devons nous contenter des mots «écologiquement et socialement sains» dans la partie décision ».

Les questions cruciales ont fait l'objet de retraits chirurgicaux tout au long du texte, ou alors elles manquent de précision, comme la réduction absolue des émissions de gaz à effet de serre, sans accepter des mécanismes de compensation ou de marché trompeurs ; l'assurance de technologies de qualité qui devraient être sûres, socialement et écologiquement saines ; des financements publics, adéquats et prévisibles assortis d'objectifs d'augmentation clairs et prévisibles ; la responsabilité des pays développés à prendre la tête de la lutte contre le dérèglement climatique, la responsabilité de protéger les droits des populations et les écosystèmes.

Le fait que la partie opérationnelle de l'accord ne mentionne plus la sécurité alimentaire mais seulement la production alimentaire - et donc les intérêts économiques des lobbies qui ont exercé une forte pression sur les pays en développement est une indication claire que seules certaines catégories de population seront avantagées par cet accord.

Les gouvernements ont maintenu leurs engagements envers les acteurs économiques plutôt qu'envers les peuples, donnant ainsi le signal que l'on peut à l'occasion profiter de la crise. Limiter l'augmentation des températures en dessous de 1,5 degrés est notre seule chance de survie, aussi nous reconnaissons l'importance du résultat obtenu par l'inscription de cet objectif dans l'Accord de Paris. Mais sa mention sur le papier n'est pas suffisante. Nous exigeons que cela se traduise en actions, pour prouver le plein engagement des Etats envers cet objectif, au lieu d'une vague aspiration. Si les plans de réduction d'émissions (INDCs) des pays ne sont pas rapidement améliorés, ils nous mènent collectivement vers une augmentation de la température de 3,2 à 3,7 degrés. «Cet Accord ne contient pas d'engagement contraignant pour réduire les émissions de GES, pas d'objectif chiffré pour mettre fin à l'utilisation des énergies fossiles ni pour assurer le développement des énergies re-

nouvelables. Comment pourrions-nous dans ce cadre assurer une évolution des contributions nationales individuelles vers l'objectif de +1,5 degrés fixé par l'Accord de Paris, et que nous devons absolument respecter pour notre survie ? » questionne Camille Risler<sup>2</sup> de l'ONG APWLD (Asia Pacific Forum on Women, Law and Development). En outre, l'Accord de Paris a déstabilisé le concept de solidarité internationale - un principe fondamental de l'ONU qui exige de pratiquer une différenciation entre les Etats afin d'aller vers une redistribution et un partage des richesses. "Dans cet Accord, on peut se réjouir du fait que les mécanismes de «pertes et préjudice» réclamés par les pays insulaires bénéficient d'un article à part entière, mais les Etats Unis et d'autres pays riches ont obtenu que celui-ci soit affaibli par le retrait des notions de responsabilités juridiques et l'absence de compensation financière en dehors de ce qui existe déjà en matière de régulations internationales. Ce qui veut dire que les pertes et préjudices ne s'appliqueront qu'aux contextes extrêmes comme les migrations ou déplacements forcés résultant des dérèglements climatiques mais ne tiennent pas compte...des vies perdues, ou de la dégradation des conditions de vie ou des infrastructures. Pourtant, c'est justement ceci qui affecte au quotidien les populations les plus vulnérables, et ceci qui constituait le cœur de notre combat à Paris» déplore Flavia Cherry<sup>3</sup> (Ste Lucie), représentant 17 nations des Caraïbes, avec l'ONG CAFRA (Caribbean Association for Feminist Research and Action).

Nous devons nous rendre à l'évidence qu'à Paris nous n'avons pas trouvé le leadership qui aurait pu faire de cet Accord le programme dont le monde a besoin pour relever le défi climatique. Bridget Burns<sup>4</sup> (USA), WEDO (Women's Environment & Development Organization) ravale sa déception: « un texte a enfin pu être adopté dans un cadre universel engageant tous les pays de l'ONU. J'ai entendu un tonnerre d'applaudissements et de félicitations, et pourtant je ressens le «poids» de cette coquille vide, la responsabilité et le manque d'ambition de mon propre pays, qui ont conduit à la dilution de cet accord vers le plus petit dénominateur commun (...) Mais notre monde a besoin d'espoir, alors ce que nous pouvons dire aux populations aujourd'hui c'est que cet Accord est le meilleur résultat que l'on puisse obtenir dans un monde imparfait et injuste... ». Mais nous ne resterons pas silencieuses, nous continuerons de dire la vérité face au pouvoir, nous continuerons à dénoncer le manque d'ambition et les injustices de cet accord. Nous ne renoncerons jamais à demander la justice climatique. Les gouvernements n'ont pas su saisir le moment, mais nous, les femmes, nous avons su faire entendre nos voix et donner du poids à notre mouvement. Ensemble nous continuons à défier l'injustice et nous poursuivons notre combat pour protéger les humains et la planète : un autre monde est possible !

*Le Groupe Femmes et Genre (WGC) est un des neuf groupes observateurs de la société civile au sein de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC). Etabli en 2009, le Groupe Femmes et Genre est composé aujourd'hui de 15 organisations environnementales de femmes issues de la société civile, qui agissent pour que les voix des femmes et leurs droits soient intégrés dans tous les processus et tous les résultats de la CCNUCC, afin de construire un avenir juste et soutenable, et afin que l'égalité de genre et les droits humains des femmes soient au centre de toutes les négociations sur le climat. Le Groupe Femmes et Genre porte les voix de milliers de personnes à travers le monde ; notre coalition est donc présente à toutes les réunions officielles de la Convention des Nations Unies sur le Climat ainsi que toutes intersessions. Nous travaillons avec le Secrétariat de la Convention, les représentants des gouvernements, les observateurs de la société civile et autres parties prenantes, pour que les Droits des Femmes et la justice de genre deviennent des éléments essentiels de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.*

## **12 - Festival d'Angoulême : FIBD : Femmes Interdites de Bande Dessinée**

Suite à la publication de la liste des nominés pour le Grand Prix d'Angoulême 2016 pour lequel nous, autrices et auteurs sommes appelé.e.s à nous prononcer, le couperet est tombé : 30 noms, 0 femme.

Nous rappelons que, depuis 43 ans, Florence Cestac, est la seule femme à avoir reçu cette distinction. Claire Brétecher, pilier du Neuvième Art, n'a elle-même jamais reçu le Grand Prix, repartant en 1983 avec le prix du 10ème anniversaire (prix n'ayant jamais empêché ses lauréats d'être éligibles pour les Grand Prix suivants). Nous nous élevons contre cette discrimination évidente, cette négation totale de notre représentativité dans un médium qui compte de plus en plus de femmes.

Par le Grand Prix d'Angoulême la profession distingue l'un.e d'entre nous pour sa carrière. Ce prix n'est pas seulement honorifique, il a un impact économique évident : les auteur.e.s vont être mis en avant médiatiquement, la distinction aura un impact sur la chaîne du livre dont bénéficieront libraires, éditeurs... et l'auteur.e primé.e. Nous demandons tout simplement une prise en compte de la réalité de notre existence et de notre valeur.

En effet, quel est donc le message envoyé aux autrices de bande dessinée et à celles en voie de le devenir ? On voudrait les décourager à avoir de l'ambition, à poursuivre leurs efforts, que l'on ne s'y prendrait pas autrement. On en revient à la notion de plafond de verre, toujours aussi désastreux : on nous tolère mais pas en haut de l'affiche. Les femmes en bande dessinée doivent rester des « auteurs confidentiels » par usage ?

Il n'est plus tolérable que des créatrices de renom, dont la carrière est reconnue par tous et toutes, soient absentes des nominations de ce Grand Prix. Si les autrices et auteurs sélectionnent un trio dans une liste décidée par le FIBD, cette liste doit impérativement être une représentativité réelle de ce qu'est la bande dessinée aujourd'hui. Les autrices sont elles aussi des références de ce champ littéraire.

Pour l'ensemble de ces raisons, le Collectif des créatrices de bande dessinée contre le sexisme en appelle au boycott du Grand Prix 2016. Nous ne voterons pas.

## **DÉBATS, CONFÉRENCES, SORTIES MILITANTES...**

### **13 - Documentaire « Un jour Pina à demandé » - Chantal Akerman - Paris 7 janvier**

L'équipe du Centre audiovisuel Simone de Beauvoir et les Rencontres Addoc sont heureuses de présenter le documentaire « Un jour Pina a demandé » de Chantal Akerman. Chantal Akerman suit la célèbre chorégraphe Pina Bausch et sa compagnie de danseurs, le Tanzteater Wuppertal, pendant cinq semaines, soit le temps d'une tournée européenne. L'objectif de la cinéaste est de capturer l'essence de l'exceptionnel art chorégraphique de Bausch, non pas seulement sur scène mais aussi en coulisses.

Projection-débat animée par Anne Faisandier et Nicole Fernandez Ferrer.

*Jeudi 7 janvier 2016 à 20h au cinéma LUMINOR Hôtel de Ville (anciennement Le Nouveau Latina). Attention, en raison de la projection rare de ce film, la prévente des billets est ouverte au cinéma Le Luminor*

### **14 - Formation « Emploi et Maternité - conciliation entre vie professionnelle et vie privée , la nouvelle feuille de route européenne » - Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes - 16 janvier - Paris**

Le 1er Juillet 2015, la Commission européenne a annoncé l'abandon de sa proposition de

directive sur le congé maternité. Pour Joanna Maycock, secrétaire générale du LEF " C'est un très mauvais message aux européennes sur la capacité de l'Union européenne à soutenir les femmes qui travaillent et les familles dans leur lutte quotidienne pour un équilibre décent entre le travail et la vie personnelle.

Suite à ce retrait la commission européenne a élaboré en aout 2015 une feuille de route sur la conciliation des temps et elle a lancé une consultation publique à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/justice/newsroom/gender-equality/opinion/1511\\_roadmap\\_reconciliation\\_en.htm](http://ec.europa.eu/justice/newsroom/gender-equality/opinion/1511_roadmap_reconciliation_en.htm)

La CLEF souhaite lors de sa journée de formation donner aux participant-es des informations sur les orientations françaises et européennes sur cette problématique et élaborer collectivement des éléments de réponses à la consultation.

#### *Programme*

- Les conséquences de la maternité sur le travail des Femmes en France : Séverine Lemière, Présidente de l'association « FIT une femme un toit » et Maitresse de conférences spécialiste de l'égalité professionnelle et salariale. Co-auteure notamment de « L'accès à l'emploi des femmes : une question de politiques... » rapport rendu à la ministre des droits des femmes en décembre 2013 et du « Guide pour une évaluation non discriminante des emplois à prédominance féminine » rédigé avec R. Silvera et M. Becker et publié par le Défenseur des droits en mars 2013 ;

- Situation européenne : conséquences des responsabilités familiales sur le travail des femmes : Béatrice Ouin, Membre du Comité économique et social européen (octobre 2006 à septembre 2015) ;

- Conciliation entre vie professionnelle et vie privée : la nouvelle feuille de route européenne : Françoise Morvan Présidente de la CLEF

- Atelier participatif autour de la consultation publique « Éventuelles mesures concernant les problèmes pour concilier vie professionnelle et vie privée rencontrés par les parents et dispensateurs de soins qui travaillent » lancée par la Commission européenne

*Nos formation sont gratuites. Inscrivez-vous vite ! : [formations.clef@gmail.com](mailto:formations.clef@gmail.com)*

*Samedi 16 janvier de 10h à 16h, Maison des associations du 9ème arrdt, 54 rue Jean Baptiste Pigalle, 75009 Paris ; Métro : Ligne 2 et 12 Pigalle*

#### **15 - Des rendez-vous de Violette and Co**

*Dimanche 10 janvier à 16h : L'association "Les Ami-es de Violette and Co" invite à un débat : "Les expériences de la prise de conscience féministe ». Comment je suis devenue féministe ? Quels sont les événements, le contexte, qui déclenchent une prise de conscience féministe ? Comment fait-elle jour et quels sont les obstacles qu'elle rencontre ? Que change-t-elle dans notre vision du monde et de nous-mêmes ? Les Ami-es de Violette vous invite à réfléchir à partir de ces questions, à faire un retour sur les premiers moments, les expériences ordinaires, l'évolution, parfois les aventures de sa conscience féministe. Exceptionnellement, ce débat se fera en non-mixité. L'association*

*Vendredi 22 janvier à 19h : Rencontre avec Sophie Mendelsohn et l'éditrice Sandra ALVAREZ De Toledo pour l'ouvrage «Vagabondes». Les écoles de préservation pour les jeunes filles » (L'Arachnéen). Entre 1929 et 1931, le photographe Henri Manuel réalise, à la demande du ministère de la Justice, un reportage sur l'administration pénitentiaire ; une partie de ce fonds est consacré aux établissements publics laïcs pour mineures, dites les "écoles de préservation pour les jeunes filles". Au travers de ces images fascinantes - entre réel et propagande - «Vagabondes» révèle pour la première fois le visage de ces jeunes filles et ces*

lieux où elles furent détenues après avoir été arrêtées, emprisonnées et jugées "sans discernement" pour des motifs dont le principal, celui de vagabondage, ne dissimule qu'à grand peine le spectre de la prostitution. À ces images, que la commande a voulu rassurantes quant au relèvement des filles par la rééducation, Vagabondes associe des documents d'archives qui explicitent la violence et le contrôle auxquels elles étaient soumises - tout en démystifiant la vision commune de l'institution comme un lieu de pouvoir homogène et efficace. Sophie Mendelsohn replace le reportage du studio Manuel dans le contexte historique de l'époque, en insistant sur l'affolement de l'institution et ses aberrations face au danger suscité par la sexualité féminine.

*Vendredi 29 janvier à 19h* : Rencontre avec Jules Falquet, Sandra Laugier et (sous réserve) Pascale Molinier pour le n° 59 des Cahiers du genre "Genre et environnement" qu'elles ont dirigé (L'Harmattan). Les luttes environnementalistes sont désormais indissociables de la réalité des inégalités globales, et de genre. En combinant éthiques féministes du care, approches matérialistes et mobilisations pour la justice environnementale, en faisant dialoguer des féministes de différentes aires intellectuelles, géographiques et culturelles, on tente ici, par-delà l'éco-féminisme et les mythologies de la nature, de relever le défi d'un environnementalisme féministe. Ce numéro, sous-titré "Nouvelles menaces, nouvelles analyses au Nord et au Sud" rassemble des contributions de différentes régions du monde et différents champs de recherche.

## **16 - Participez au « Féministival » - venez en discuter - Les eFRONTé-e-s - 23 janvier - Paris**

Beaucoup pensent que les milieux de la culture et de la création artistique sont à priori avant-gardistes, du fait que les artistes ont la passion d'interroger le monde, de bousculer la société et ses représentations. C'est vrai concernant un grand nombre de sujets, mais sur la question de la place et de la perception des femmes, nous dénotons au contraire un étonnant conformisme et beaucoup d'inégalités :

- De 1997 à 2009 : 100 % des spectacles au théâtre de l'Odéon à Paris ont été mis en scène par des hommes ;
- 94 % des œuvres subventionnées que nous écoutons sont produites par des hommes ;
- L'exposition Dyonysiac, en 2005 au Centre Pompidou, qui prétendait présenter de jeunes artistes prometteurs, ne comptait aucune œuvre de femme.

Plus récemment, en 2015, les femmes dirigent : 0 % des Théâtres Nationaux ; 10 % des scènes de Musiques Actuelles ; 11 % des Centres Chorégraphiques Nationaux

Et représentent seulement... : 1% des compositeurs ; 22% des auteurs ; 26% des metteurs en scène, etc.

Pendant de longs siècles, les femmes n'ont été valorisées dans l'art qu'en tant que muses ou qu'objets de représentation. Les hommes recevaient une éducation artistique dans des écoles et pouvaient se projeter dans une carrière, tandis que les femmes étaient écartées voire interdites de ces lieux d'apprentissage. L'École des Beaux-Arts n'a accepté des femmes dans ses rangs qu'à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. L'Orchestre philharmonique de Vienne, mondialement connu, n'a permis de recruter des musiciennes qu'en 1997 !

Quelques artistes femmes ont néanmoins réussi à faire carrière, mais leurs œuvres ont ou bien été condamnées à l'oubli comme Artemisia Gentileschi ou Rosa Bonheur, ou bien leurs autrices ont été internées ou traitées en folle, voire ont sombré dans la folie comme Sylvia Plath, Camille Claudel ou Virginia Woolf. D'autres enfin ont dû se travestir en homme, comme George Sand, pour prétendre au respect et à la reconnaissance.



Le pouvoir, nous le savons, a quelques territoires privilégiés dans notre monde, comme le sont le pouvoir économique et politique, très majoritairement entre les mains d'hommes. Mais il y a aussi celui des représentations et de la culture, qui n'est pas des moindres puisque c'est le pouvoir de déconstruire et de réinventer les normes. Investissons-le !

Les luttes des femmes pour obtenir des droits fondamentaux ont acquis en très peu de temps, au regard de l'Histoire, le droit à la citoyenneté, à l'autonomie financière, à leur libération sexuelle et à disposer de leurs corps, dans quelques pays au moins. Elles laissent à la postérité un *sacré* héritage pour continuer la course à l'égalité. C'est aussi grâce à la créativité des actions féministes, à l'originalité de la revue « Le torchon brûle », au talent de Carole Roussopoulos, d'Anne Sylvestre, de Barbara Kruger ou de Frida Khalo, que la pensée féministe a pu être transmise à la postérité et marquer l'Histoire. **Trois grands objectifs :**

- Visibiliser de façon originale les femmes artistes, contemporaines et du passé, en expliquant les raisons pour lesquelles elles sont et restent invisibilisées.
- Faire découvrir au grand public la créativité du mouvement féministe, notamment celui des années 70.
- Interroger l'image de la femme dans l'art, comme objet de représentation.

*Trois partenaires :* Les Fonds pour les Femmes en Méditerranée ; l'École de la Cité, école de cinéma où nous donnerons des cours de sensibilisation à la question du sexisme et des inégalités au cinéma, et qui produira des courts-métrages pour le Féministival ; Le festival Off-Courts de Trouville

Notre équipe joignable à : [leseffrontees@gmail.com](mailto:leseffrontees@gmail.com)

Pré-programme : <https://www.helloasso.com/associations/les-effronte-e-s/collectes/wonderwomen-le-feministival>

Café de la Bellevilloise, samedi 23 janvier, 15h, 19-21 rue Boyer, 75020

## **17 - Les Assises pour l'abolition universelle de la maternité de substitution (GPA) - CADAC, CLF et CoRP - 2 février - Paris**

16h30 - Accueil par Madame Laurence Dumont, 1ère Vice présidente de l'Assemblée Nationale ; Introduction par les associations organisatrices : CADAC, CLF et CoRP

16h50-17h40 Table ronde : situation internationale : Geneviève Azam (Toulouse), Economiste et porte-parole d'ATTAC ; Sheela Saravanan (Allemagne et Inde), Spécialiste des questions liées au genre en Asie ; Jean-Daniel Rainhorn (Suisse), Médecin, éditeur de « New Cannibal Markets » ; Regula Stämpfli (Bruxelles), Politologue, expert auprès de la Commission Européenne

17h40-18h30 - Table ronde : leviers d'action : Eva-Maria Bachinger (Autriche), Journaliste, auteure de « Kind auf Bestellung » ; Kajsa Ekis Ekman (Suède), Journaliste, activiste, auteure de « L'être et la Marchandise » ; René Frydman (Paris), Gynécologue obstétricien, professeur des universités ; Alice Schwarzer (Allemagne), Rédactrice en chef du journal féministe EMMA

18h30-19h30 - Paroles politiques : Marie-George Buffet, Yvette Roudy, anciennes ministres, José Bové, et de nombreux responsables politiques européens.

19h30 - Signature de la Charte pour l'abolition universelle de la maternité de substitution (GPA) par les personnalités politiques et les associations.

Mardi 2 février, 16h30 à 19h30, Salle Victor Hugo, Assemblée nationale. Accès : 101, rue de l'Université - Paris 7ème, métro Invalides ou Assemblée nationale.

Inscription préalable obligatoire avant le 20 janvier : <http://abolition-gpa.org/inscription/>

Participation libre et gratuite : mais les dons sont les bienvenus pour faire face aux frais

d'organisation et de publication des Actes. Ces dons s'effectuent, soit en ligne sur <https://www.lepotcommun.fr/pot/x8k5om1k>, soit directement à la CLF c/o CQFD 37 avenue Pasteur 93100 Montreuil (indiquer au dos : abolition GPA).



Coordination Française Marche Mondiale des Femmes, 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris ;  
Tel : 06 80 63 95 25, [marchfem@rezisti.org](mailto:marchfem@rezisti.org) ; <https://marchmondialesdesfemmes2015.wordpress.com/>